

Brochure n° 3280

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

INDUSTRIE

DE LA FABRICATION DES CEMENTS

IDCC : 832. – **Ouvriers**

IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise
(ETAM)**

IDCC : 363. – **Cadres**

(4^e édition. – Juillet 2003)

AVENANT DU 7 AVRIL 2005

RELATIF AU MONTANT FORFAITAIRE DES INDEMNITÉS DE NUIT, DE
DIMANCHE ET DE JOURS FÉRIÉS ET AU CONTINGENT D'HEURES SUPPLÉ-
MENTAIRES

NOR : ASET0550660M

IDCC : 832, 833

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant, établi en vertu de l'article L. 132-2 du code du travail, s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments.

Il s'appliquera sans distinction entre les hommes et les femmes de la branche.

Article 2

Objet

Le présent avenant annule et remplace toutes les dispositions des accords antérieurs ayant le même objet.

Il est sans préjudice des dispositions prévues par l'accord de branche du 4 juin 2002 relatif aux travailleurs de nuit.

S'agissant de la modification du taux de la majoration forfaitaire pour travaux de nuit, de dimanche et de jours fériés du personnel des postes à fonctionnement continu, le présent avenant modifie et complète les articles 12 *a* (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, annexe « Personnel ouvrier ») et 11 *a* (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, annexe « Personnel ETDAM »). Les articles 12 (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments annexe « Personnel ouvrier ») et 11 (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments annexe « Personnel ETDAM ») sont également complétés par un paragraphe relatif au traitement du personnel des postes à fonctionnement semi-continu.

La nouvelle rédaction de ces articles est annexée au présent avenant.

S'agissant du contingent d'heures supplémentaires, le présent avenant modifie l'article 4 de l'accord du 23 novembre 1981.

Article 3

Indemnités pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés

Les indemnités horaires versées au personnel des postes à fonctionnement continu pour travail de nuit de semaine et des postes de dimanches et jours fériés telles que visées aux articles 12 *a* (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments annexe « Personnel ouvrier ») et 11 *a*, convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments annexe « Personnel ETDAM ») et dont la dernière modification résulte de l'accord de branche du 14 mars 2000 sont fixées aux pourcentages ci-après du salaire horaire de chaque intéressé.

35 % pour les heures des postes de nuit de semaine ;

52,5 % pour les heures des postes de dimanche et de jours fériés.

Les parties signataires du présent avenant élargissent le versement de la majoration versée au titre du poste de nuit de semaine à l'ensemble des heures de la plage horaire de nuit comprise entre 21 heures et 6 heures ou de celle d'une durée maximale de 9 heures qui lui est substituée par accord d'entreprise ou d'établissement.

En conséquence, les parties signataires du présent avenant fixent le taux de la majoration forfaitaire pour travaux de nuit, de dimanches et de jours fériés du personnel des postes à fonctionnement continu, à :

	POUR UNE ROTATION ASSURÉE PAR :
19,07 %	5 équipes
15,89 %	6 équipes
13,62 %	7 équipes
11,92 %	8 équipes

Pour le personnel des postes à fonctionnement semi-continu (exemple : 1 × 8, 2 × 8, 3 × 8 discontinu...), il est accordé une indemnité pour travail de nuit de semaine fixée à 35 % du salaire horaire de base de chaque intéressé pour chaque heure travaillée dans la plage horaire de nuit comprise entre 21 heures et 6 heures ou dans celle, d'une durée maximale de 9 heures, qui lui est substituée par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 4

Contingent d'heures supplémentaires

Aux termes du présent avenant, l'article 4 de l'accord du 23 novembre 1981 est modifié comme suit :

« Compte tenu des impératifs propres à l'industrie cimentière, industrie à feu continu dont la permanence de marche doit être assurée, les établissements pourront avoir recours sans autorisation préalable de l'inspecteur du travail, en cas de surcroît momentané de travail, d'absences inopinées ou pour prévenir ou réparer des incidents, à un contingent annuel d'heures supplémentaires égal en moyenne à 80 heures, étant entendu que chaque salarié ne pourra, à ce titre, effectuer plus de 190 heures supplémentaires par an dans les conditions définies par le décret n° 2004-1381 du 21 décembre 2004.

Les membres du personnel amenés à faire des heures supplémentaires continueront, sauf impossibilité liée aux nécessités du service, à avoir droit à l'attribution d'un repos compensateur d'une durée égale au temps de travail effectué en plus de l'horaire normal, étant précisé que les majorations pour heures supplémentaires resteront dues.

Le comité d'établissement procédera à l'examen du volume et des motifs du recours aux heures supplémentaires. »

Article 5

Révision et dénonciation

Le présent avenant a un caractère impératif. Dans ces conditions, il est interdit de déroger, par accord d'entreprise, aux dispositions de l'avenant sauf dans un sens plus favorable aux salariés.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Les dispositions du présent avenant forment un tout, elles ne sauraient se cumuler avec celles de même nature qui résulteraient de textes à venir de caractère légal, réglementaire.

En cas de modification des dispositions légales relatives à la durée du travail qui ne correspondraient pas au contenu envisagé ci-dessus, les parties signataires pourront se réunir pour modifier, si nécessaire, le présent avenant.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 132-9, alinéa 3, du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 7

Notification de l'accord

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Article 8

Dépôt et entrée en vigueur

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, il sera déposé, en 5 exemplaires à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et remis au secrétariat greffe du conseil de prud'hommes de Nanterre en vue de son extension.

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter du 1^{er} mai 2005.

Fait à Paris, le 7 avril 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat français de l'industrie cimentière.

Syndicats de salariés :

Section professionnelle SICMA CFE-CGC BTP ;

Fédération FO matériaux, céramique, thermique (CGT-FO).

ANNEXE

Le présent avenant emporte modification des articles 12 (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, annexe « Personnel ouvrier ») et 11 (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, annexe « Personnel ETDAM ») dans les termes suivants :

A. – Personnel des postes à fonctionnement continu

1. *Compensation prévue en exécution d'un cycle normal*

Au personnel des postes à fonctionnement continu, il est accordé, pendant la durée de cette affectation et *pro rata temporis*, une indemnité particulière dite indemnité de nuit, dimanches et jours fériés, égale à 19,07 % de son salaire personnel de base (primes non comprises).

Ce pourcentage de 19,07 % correspond à des majorations horaires du salaire personnel de base de 35 % pour les heures d'affectation au poste de nuit de semaine et de 52,5 % pour les heures des postes de dimanches et jours fériés, le travail en continu étant assuré par 5 équipes.

Ce pourcentage est :

- de 15,89 % pour une rotation à 6 équipes ;
- de 13,62 % pour une rotation à 7 équipes ;
- de 11,92 % pour une rotation à 8 équipes.

Cette indemnité n'entre pas en compte pour le calcul de la rémunération annuelle garantie ni d'aucune prime.

Elle n'entre pas non plus en compte pour le calcul de l'indemnité prévue à l'article 32 c (absence en cas d'accident et de maladie) (convention collective nationale de l'industrie de fabrication des ciments, annexe « Personnel ouvrier ») à l'article 30 c (absence en cas d'accident et de maladie) (convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, annexe « Personnel ETDAM »).

2. *Compensation prévue en exécution d'heures en dehors du cycle normal (circonstances imprévues et exceptionnelles)*

Lorsque, par suite de circonstances imprévues et exceptionnelles, un ouvrier (ETDAM) est appelé sur ordre à travailler en dehors de son horaire normal établi à l'avance, les heures ainsi effectuées font l'objet d'un repos compensateur et donnent droit en sus de ses appointements à une indemnité égale à la rémunération desdites heures au tarif de base de l'intéressé.

S'il n'est pas possible d'octroyer un repos compensateur, l'intéressé reçoit pour les heures en question, en sus de ses appointements, une rémunération correspondant à la rémunération normale, calculée d'après le tarif de base de l'intéressé, majorée de 100 %. Dans ce taux de 100 % sont comprises les majorations légales éventuellement dues au titre d'heures supplémentaires.

B. – Personnel des postes à fonctionnement semi-continu (exemple : 1 × 8, 2 × 8, 3 × 8 discontinu...)

1. Compensation prévue en exécution d'un cycle normal

Pour le personnel des postes à fonctionnement semi-continu, il est accordé une indemnité pour travail de nuit de semaine fixée à 35 % du salaire horaire de base de chaque intéressé pour chaque heure travaillée dans la plage horaire de nuit comprise entre 21 heures et 6 heures ou dans celle, d'une durée maximale de 9 heures, qui lui est substituée par accord d'entreprise ou d'établissement.

2. Compensation prévue en exécution d'heures en dehors du cycle normal (circonstances imprévues et exceptionnelles)

Lorsque, par suite de circonstances imprévues et exceptionnelles, un ouvrier (ETDAM) est appelé sur ordre à travailler en dehors de son horaire normal établi à l'avance, les heures ainsi effectuées font l'objet d'un repos compensateur et donnent droit en sus de ses appointements à une indemnité égale à la rémunération desdites heures au tarif de base de l'intéressé.

S'il n'est pas possible d'octroyer un repos compensateur, l'intéressé reçoit pour les heures en question, en sus de ses appointements, une rémunération correspondant à la rémunération normale, calculée d'après le tarif de base de l'intéressé, majorée de 100 %. Dans ce taux de 100 % sont comprises les majorations légales éventuellement dues au titre d'heures supplémentaires.

C. – Autres personnels

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, un ouvrier (ETDAM) est appelé sur ordre à travailler soit de nuit, soit un dimanche, soit un jour férié, les heures ainsi effectuées font l'objet d'un repos compensateur et donnent droit en sus de ses appointements à une indemnité égale à la rémunération desdites heures au tarif de base de l'intéressé.

S'il n'est pas possible d'octroyer un repos compensateur, l'intéressé reçoit pour les heures en question, en sus de ses appointements, une rémunération correspondant à la rémunération normale, calculée d'après le tarif de base de l'intéressé, majorée de 100 %. Dans ce taux de 100 % sont comprises les majorations légales éventuellement dues au titre d'heures supplémentaires.

Les heures de travail de nuit sont celles correspondant à l'horaire du poste à fonctionnement continu de nuit de l'établissement. Lorsque le travail commencé avant minuit se prolonge sans interruption au-delà de la fin du poste à fonctionnement continu de nuit, les heures de prolongation seront également considérées comme heures de nuit.

Dans le cas d'un établissement dont l'activité normale ne comporte pas d'horaire de nuit, les heures de travail considérées comme heures de nuit seront définies après consultation du comité d'établissement. Elles seront comprises dans une durée de 9 heures dont le début se situera obligatoirement entre 20 heures et 22 heures.